



8 Place Malus - 18000 BOURGES
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

VENDREDI 8 MARS 2019

Journée internationale des droits des femmes

RASSEMBLEMENT à 12 HEURES

devant l'ancienne Maison de la Culture de BOURGES

- Elles étaient plus de 300 000 à manifester en Pologne pour le droit à l'avortement,
- Elles étaient en grève en Islande pour obtenir l'égalité des salaires.
- Elles étaient en grève en Argentine contre les violences.
- Elles se sont mobilisées contre Donald Trump aux Etats-Unis.
- En France, elles étaient des dizaines de milliers à se battre contre les ordonnances Macron qui ne changent rien sur la condition des femmes au travail. Elles continuent à se battre pour les augmentations de salaire et la reconnaissance des qualifications.

La journée du 8 mars ne se « fête » pas par un cadeau ou une distribution de fleurs sur le lieu de travail. La journée internationale pour les droits des femmes est une journée de lutte pour l'égalité.

En 2019, le contexte politique, social et économique international comme national n'offre pas de répit pour tout-es celles et ceux qui œuvrent à plus d'égalité et de justice sociale. La banalisation des idées d'extrême droite, la montée des conservateurs dans les élections (aux États-Unis, dans différents pays européens notamment) sont des signes inquiétants pour les droits des femmes, pour les droits des populations qui fuient les guerres, la tyrannie, l'homophobie ou tout simplement la misère.

En France, le contexte social, économique et politique, la répression du mouvement social, comme la banalisation des idées de l'extrême droite obligent les organisations syndicales et féministes à s'allier pour contrer pied à pied leur propagande mensongère et les reculs sociaux pour les salarié-es, chômeurs/ses, précaires, étudiant-es et retraité-es.

L'égalité entre les femmes et les hommes est pour nous incontournable parce qu'elle participe au progrès social. Laisser perdurer les inégalités entre les femmes et les hommes et s'exercer les violences contre les femmes, c'est porter une responsabilité sur le fait que les idées rétrogrades et les partis qui les portent progressent. Des mesures ambitieuses avec des moyens dédiés doivent être mis en œuvre de façon urgente. Des mobilisations

d'ampleur, combatives et solidaires nous permettront de les imposer.

En 2019, nous voulons que cessent enfin les inégalités au travail, en termes de salaires, d'accès à l'emploi, de carrière, de temps de travail. Nous voulons l'égalité salariale et la revalorisation des salaires dans les métiers à prédominance féminine.

En 2019, nous voulons que soit garanti le droit d'accès à l'avortement, à la contraception dont la légitimité est sans cesse remise en cause. Nous voulons un égal accès à la santé et aux services publics garants d'une égalité de traitement pour toutes et tous.

En 2019, nous voulons que cessent les violences sexuelles et sexistes à l'encontre des femmes : au travail, dans l'espace public comme à la maison.

En 2019, nous voulons des politiques volontaristes contre les stéréotypes de genre : à l'école, dans les médias, dans la vie publique et privée.

En 2019, nous voulons le partage des tâches domestiques et des services publics de prise en charge de la petite enfance et des personnes âgées dépendantes.

Les femmes sont toujours payées en moyenne un quart de moins que les hommes. Ceci signifie donc que chaque jour, elles travaillent gratuitement à partir de 15h40.

Pour refuser le travail gratuit et exiger l'égalité professionnelle, nous appelons à des arrêts de travail à 15h40 dans toute la France et sur tous les lieux de travail.

Montrons que nos luttes sont des conditions nécessaires et indispensables pour l'émancipation des femmes et des peuples. Et montrons que nous devons toutes et tous rester solidaires, vigilantes et combatives pour renforcer nos acquis et obtenir de nouveaux droits.

Bourges, le 5 mars 2019